

Affaires courantes

par la ville de Vancouver, 80 p. 100 des habitants se sont prononcés contre la taxe, alors que 15 p. 100 seulement l'ont appuyée. J'imagine que cela correspond à peu près au taux de popularité générale du gouvernement.

Les signataires estiment que si 85 p. 100 de la population est contre la taxe sur les produits et services, le gouvernement doit écouter ce que les gens ont à dire, renoncer à son projet de taxe et envisager plutôt une véritable réforme fiscale.

LES DROITS DES AUTOCHTONES

Mme Ethel Blondin (Western Arctic): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je présente une pétition au nom des habitants de Snowdrift, dans les Territoires du Nord-Ouest, concernant les autochtones du Canada et plus particulièrement la nation Mohawk.

Ils disent espérer que le gouvernement du Canada utilisera rapidement son autorité et ses responsabilités et qu'il résoudra de façon équitable les problèmes des autochtones en ce qui concerne leurs droits et leurs revendications territoriales. L'inaction de la part des autorités fédérales ne fera que continuer à nuire aux relations raciales au Canada et à provoquer des actes dangereux par ignorance et par racisme.

Je parle au nom des habitants de Snowdrift qui ont des sentiments bien arrêtés, comme les autres autochtones du Canada.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, j'ai ici trois pétitions que je voudrais présenter en vertu de l'article 36 du Règlement. Elles sont signées par des habitants de la grande province de Colombie-Britannique qui s'opposent à la taxe sur les produits et services.

Il y a déjà eu 31 augmentations de taxes et d'impôts depuis que les conservateurs sont au pouvoir, mais ces pétitionnaires s'opposent à la nouvelle taxe sur les produits et services, car elle va entraîner des difficultés sérieuses et injustes pour les Canadiens à revenu moyen et sera une charge considérable pour la petite entreprise.

Chacun de ces pétitionnaires réclame que le gouvernement du Canada, la Chambre des communes et le Sénat, retire cette taxe aussi rapidement que possible.

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai un nombre important de pétitions à déposer aujourd'hui qui traitent de la question à savoir que le gouvernement veut imposer les livres.

Monsieur le Président, nous savons que d'imposer la lecture ou les livres, c'est imposer l'ignorance, et que cette taxe proposée par le gouvernement sur les livres, les journaux, les hebdomadaires est une taxe absolument régressive.

Les pétitionnaires qui se retrouvent par centaines ici soutiennent que la libre distribution de la chose imprimée constitue une pierre angulaire de notre démocratie, de notre culture et de notre éducation. Ils allèguent qu'une société instruite et productive ne peut être que lésée par une telle disposition qui voudrait imposer une taxe sur les livres, une chose qu'on n'a jamais vue au Canada. Monsieur le Président, ces gens s'opposent fortement à la TPS imposée sur les livres ou sur tout autre chose.

[Traduction]

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je présente, au nom d'un certain nombre d'habitants de Port Coquitlam, Coquitlam, Vancouver, Burnaby, New Westminster et d'autres villes du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, une pétition priant la Chambre de demander au gouvernement de retirer la taxe sur les produits et services.

Les pétitionnaires disent, en particulier, que cette taxe imposera un lourd fardeau aux petites entreprises et qu'elle est injuste pour les Canadiens à revenu faible ou moyen.

Monsieur le Président, avec toutes les pétitions qui affluent de partout au Canada, on se demande pourquoi le gouvernement et les députés qui l'appuient ne tiennent pas davantage compte des inquiétudes de 85 à 90 p. 100 des Canadiens qui veulent que cette taxe soit jetée aux orties et qui réclament une réforme fiscale vraiment juste. Quand allez-vous la réaliser?

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition à la Chambre au sujet de la taxe sur les produits et services.

Étant donné que le gouvernement refuse de considérer même les modestes amendements proposés par le Sénat en vue d'exonérer de la TPS les livres et surtout les services funéraires, je pense que les pétitionnaires qui